

Modernités politiques roumaines face au modèle politique français pendant les années 1869-1879 (contextes, influences, acteurs)

Alexandrescu, Raluca

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Alexandrescu, R. (2020). Modernités politiques roumaines face au modèle politique français pendant les années 1869-1879 (contextes, influences, acteurs). *Annals of the University of Bucharest / Political science series*, 22(1-2), 19-35. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-73983-0>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

MODERNITÉS POLITIQUES ROUMAINES FACE AU MODÈLE POLITIQUE FRANÇAIS PENDANT LES ANNÉES 1869-1879 (CONTEXTES, INFLUENCES, ACTEURS)*

RALUCA ALEXANDRESCU

Abstract. The decisive decade (1869-1879) was also reflected in the constitution of French-inspired political models abroad, including in South-East Europe. In Romania, ten years after the union of Wallachia and Moldavia in 1859, the reforms implemented by Prince Alexandru-Ioan Cuza under the strong inspiration of the regime of Napoleon III are indirectly starting to bear fruit. The French influence is noticed directly, in the wake of these reforms (even if the abdication of the prince in 1864 and the advent of the future King Charles I will slow down the process), but also indirectly, in the progressive structuring of a modern political system including through political discourse and the relationship to liberal democracy, in particular through the different forms of representation. The communication proposes, in the logic of the third axis mentioned, to question the modes and the rhythms of Romanian modernization in a decade where the actors of the new political regime put in place relate actively to the French political model.

Keywords: *Democracy, Modernity, Political Model, South-Eastern Europe, 19th Century Political Thought.*

Introduction

En 1898, un jeune chercheur roumain publiait chez Ernest Leroux sa thèse de doctorat *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Les origines. Étude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes Phanariotes*. Il

* Une esquisse de cet article a été présentée dans le cadre du colloque international „La décennie décisive: 1869-1879”, 2-4 septembre 2019, organisé par le CHPP (Comité d'histoire parlementaire et politique) et le laboratoire POLEN-CEPOC (Université d'Orléans), avec le soutien du Sénat, du Conseil d'État, du LabEx EHNE (écrire une Histoire nouvelle de l'Europe), du CEMMC (Université de Bordeaux) et du Centre Maurice Hauriou.

s'appelle Pompiliu Eliade et il va ouvrir par le sujet le grand débat toujours présent dans l'historiographie roumaine et qui lie d'une manière indiscutable le processus de modernisation du pays au XIX^e siècle à l'acculturation subie par rapport au modèle politique et culturel français. Le tableau peint par Eliade est visiblement marqué par les idées déjà présentes dans l'historiographie roumaine à l'époque. Ce qu'il apporte de nouveau et révolutionne, c'est le regard autocritique d'un roumain sur sa propre histoire récente dans une atmosphère généralement dominée à l'époque par un nationalisme croissant construit en grande partie sur le fondement messianique des origines latines (le grand *leit-motif* de l'avènement national en 1848 et, plus tard, lors de l'union des deux principautés roumaines en 1859) et sur la nouvelle mythologie d'inspiration *narodniciste* empruntée des voisins russes. A ceci se rajouterait le mythe national du paysan roumain (tiré, un siècle après, en partie de la philosophie politique rousseauiste) naturellement pur, corrompu par une société profondément intolérante et en dérive.

Les directions dont on parle sont classables, schématiquement, dans deux types de tendances. Avant de les nommer, il faut néanmoins préciser un propos chronologique. Le problème du découpage chronologique est paradoxal dans le cas roumain : d'une part, la période de référence est beaucoup plus restreinte, vu l'évolution rapide de la construction de la modernité. D'autre part, l'analyse surtout politique se retrouve toujours menée à refaire un trajet en arrière pour retracer le parcours fait à la hâte. Dans ce paysage, qui n'est pas uniforme mais qui commence à dominer une partie non négligeable de la narration historiographique roumaine, Pompiliu Eliade fait une figure à part (à l'époque où la star incontestable déjà des historiens roumains est le jeune Nicolae Iorga, grand byzantiniste et pas encore sujet aux dérives nationalistes qui l'ont poussé plus tard dans l'entre-deux-guerres, à rejoindre une formation d'extrême droite pour finir assassiné par la Garde de Fer). En plus, Eliade est bien reçu par l'exégèse historiographique française, comme on peut lire dans un compte-rendu publié par Philippe Sagnac en 1899 dans la Revue d'Histoire moderne et contemporaine (Sagnac 1899, 512-516). Entre parenthèses soit dit, Sagnac remarque en quelques lignes l'épineux problème des historiens

roumains qui, dit-il, « n'ont pas réussi à se délivrer de leurs préjugés ; ils ont exalté leurs glorieux ancêtres, même les plus cruels et les plus barbares. Toutes les légendes qui obscurcissaient la vérité, il fait les détruire ou les dédaigner ; c'est là pour un Roumain une difficulté de plus » (Sagnac 1899, 513).

Le diagnostic de Sagnac s'applique bel et bien pour une certaine partie de l'historiographie roumaine. Toute une mythologie nationaliste s'est tissée autour des narrations historiques et elle est soigneusement défendue aujourd'hui aussi. Il y a certainement des groupes importants des chercheurs qui dans les trente dernières années ont construit une base de recherche sérieuse et appliquée, mais le besoin est venu pour une analyse qui sort méthodologiquement du cadre historiographique proprement dit pour appliquer d'autres méthodes d'analyse. Les sciences politiques font ceci, par le biais de l'analyse des concepts, des théories de la modernisation ou bien des théories de la démocratie¹.

¹ Voici quelques indications bibliographiques qui soutiennent la recherche menée dans le texte, organisés par thématiques et domaine d'expertise : **a. Imaginaires politiques, narrations de la démocratie** : Yaron Ezrahi. 2015. *Imagined democracies. Necessary political fictions*, New York : Cambridge University Press ; Nadia Urbinati. 2014. *Democracy Disfigured. Opinion, Truth and the People*. Cambridge, Mass., London : Harvard University Press ; **b. Transfert culturel, hybridation culturelle et politique, circulation des idées** : Paschalis Kitromilides. 2013. *Enlightenment and Revolution: the Making of Modern Greece*. Cambridge Mass. : Harvard University Press ; Michel Espagne. 2013. "Comparison and Transfer: a Question of Method", en Mathias Middel, Lluís Roura (eds.). *Transatlantic Challenges to National History Writing*. 33-53. London : Palgrave Macmillan ; Balász Trencsény, Maciej Janowski, Mónika Baár, Maria Falina, Michal Kopeček, *History of Modern Political Thought in East Central Europe*. 2016. vol. I, *Negotiating Modernity in the „Long Nineteenth Century“*. New York : Oxford University Press ; Maria Todorova. 2018 : *Scaling the Balkans: Essays on Eastern European Entanglements*. London : Brill ; **c. Histoire conceptuelle (champ d'expérience, horizon d'attente)** : Reinhart Koselleck. 2000. *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris : Éditions de l'EHESS ; Hartmut Rosa. 2010. *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduit de l'allemand par Didier Renault. Paris : La Découverte ; Pierre Rosanvallon. 2004. *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 jusqu'à nos jours*. Paris : Seuil, Paris ; **d. Théories de la démocratie, modernité, Héritage des Lumières, Ancien et Nouveau Régime** : David Runciman. 2015. *The Confidence trap, A History of Democracy in Crisis from World War I to the Present*. New Jersey: Princeton University Press ; Timothy Snyder. 2018. *The Road to Unfreedom. Russia. Europe. America*. New York : Tim Dugan Books.

Le présent texte identifie donc deux grands types de positionnement dans la décennie de 1870. Les deux directions visent, d'une part, le besoin d'élaborer un modèle politique moderne et viable dans le contexte particulier de l'indépendance acquise par les Traités de San Stefano et de Berlin, et d'autre part une culture politique qui intègre l'inspiration française de la représentation, mais en laissant paradoxalement de côté la question républicaine, comme on peut d'ailleurs le lire dans une remarque faite déjà plus tôt par un auteur français, Louis de Nalèche dans un texte publié à Paris en 1856 : « Autoriser l'établissement d'une république chez un peuple inexpérimenté, s'est lui mettre en main une arme qu'il tourne contre lui-même. La preuve s'en est manifestée en 1848. [...] Si les rois de France eussent été des chefs républicains et électifs, jamais les provinces ne se fussent soumises. Le système monarchique semble donc le plus raisonnable dans son espèce, et son efficacité dépendra du choix du souverain » (de Nalèche 1856, 13-14). Notons que dans les débats qui entourent la Convention de Paris qui va décider les marges institutionnelles dans lesquelles va s'opérer l'union de 1859, cette voix n'est pas isolée. Elle exprime en réalité un courant d'opinion qui devient de plus en plus fort au fur et à mesure que les débats politiques en Roumanie s'échauffent, après l'avènement du prince Couza et qui constitue en fait l'annonce de quelques sujets de choix dans la pensée politique de cette période.)

Démocratie et Nation : le modèle politique

Au cœur du débat sur la démocratie au XIX^e siècle – qui est également valable pour toute la philosophie politique occidentale – se retrouvent les modes de définition de la souveraineté. Comment la lire : à travers le Peuple ? Si oui, quel est ce Peuple trésorier de la souveraineté² ? Est-ce

² Le problème de la souveraineté du peuple et/ou de sa légitimité passe par plusieurs niveaux de réception. A la fin des années '50, Richard Kunisch, voyageur allemand, secrétaire d'ambassade à Constantinople, fait un arrêt à Bucarest et raconte en quelques tableaux le vécu valaque, particulièrement bucarestois. À l'occasion d'une séance du Divan à laquelle il assiste, il observe une attitude ambivalente de l'assistance roumaine qui d'une part se méfie des étrangers, mais d'autre part elle

qu'il est encore légitime d'en parler, maintenant que le principe de représentation a changé la vision sur les modes de fonctionnement de la société politique ? Le temps serait peut-être venu de repenser cette souveraineté, en partant d'une nouvelle perspective offerte par l'action des partis politiques, la technique de la représentation et les réglementations électorales. Le corps politique lui-même change de caractère, il se constitue et agit maintenant, de plus en plus, dans une distribution cohérente entre la partie gouvernante et la partie gouvernée, organisée à son tour dans des associations qui pratiquent la démocratie en utilisant les instruments de la société civile et non par une somme de volontés qui s'expriment par le gouvernement direct. C'est surtout le débat concernant l'opportunité de l'introduction dans les lois électorales du suffrage universel, débat entamé d'ailleurs en 1848, qui pose d'une manière tendue ce problème.

Dans ce grand débat européen s'inscrit le processus de création institutionnelle d'un État indépendant roumain qui se concentre aussi dans le travail des décideurs politiques d'aboutir à la reconnaissance internationale d'une identité étatique souveraine et indépendante, mais qui reste dominée par le thème national, car elle est toujours rapportée à la question de l'indépendance. Ce processus s'achève formellement en 1878, lors de la signature du Traité de Berlin. Mais la route de l'indépendance remonte, dans les projets des réformateurs, bien avant, dans les premiers discours les hommes politiques et des penseurs qui traitent la modernité politique roumaine dans un jumelage presque parfait avec la démocratie représentative. La problématique devient encore plus épineuse lors du déclenchement de la crise orientale en 1875, où selon l'évaluation du consul français à Bucarest, la Roumanie « était un des points de l'Europe où les intérêts divers et les rivalités des cabinets européens s'exprimaient avec le plus de vivacité » (Hitchins 1996, 60-61). Dans le contexte international, la Roumanie adopte une position de neutralité qu'elle s'efforce de maintenir en dépit des pressions de la Prusse, par exemple, comme le montre la

attend le salut de l'Europe. Par une démarche d'extrapolation assez réductrice (comme le remarque d'ailleurs Viorica Nișcov, la traductrice roumaine du volume), Kunisch se déclare étouffé par l'atmosphère pesante de « l'icône sombre d'un peuple qui attend son salut en regardant la politique de l'Europe ». (Kunisch 2014)

correspondance consulaire française de l'époque dans échange de lettres entre Castaing et Decazes (Hitchins 2014).

Le processus de création d'un modèle politique démocratique passe sous l'impulsion des nouvelles configurations politiques en France et en Europe, mais aussi sur l'impulsion de la création des partis politiques, à travers un processus d'acculturation. Le moment 1875 (création du Parti National Libéral) suivi, en 1880, de la création du Parti Conservateur, représentent finalement l'achèvement d'un processus qui avait bien commencé sous l'inspiration d'une culture politique commune, partagée par les intellectuels roumains qui s'étaient formés dans les universités parisiennes et berlinoises : il suffit de penser à Nicolae Bălcescu ou à Mihail Kogălniceanu qui fréquentaient assidument les cours donnés par Jules Michelet au Collège de France. Dans le sillage de cette tradition de culture politique une grande polémique se dresse et qui est dorénavant dominée, sur le champ politique en train de se configurer, par ces deux partis dominants qui se partagent, tour à tour, le pouvoir, dans un paysage constitutionnel mis au point en 1866, avec vote censitaire, un monarque fort qui nomme et révoque le premier ministre et crée des majorités. Il s'ensuit la nécessité par la suite d'un gouvernement fort, donc l'inspiration n'est pas nécessairement celle du parlementarisme anglais, mais plutôt du césarisme bonapartiste (déjà introduit dans le modèle politique par Alexandru Ioan Cuza, le premier souverain après l'union de 1859 et grand admirateur de Napoléon III).

La cause première de ces hésitations dans la construction d'un modèle politique cohérent se retrouve sans doute dans les fondements théoriques et philosophiques : la contradiction installée entre deux catégories agissantes dans la démocratie, qui vont s'articuler dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans la production intellectuelle : c'est la cohabitation imparfaite, parfois impossible, entre le «principe politique» et le «principe sociologique» de la démocratie, le premier consacrant la puissance d'un sujet collectif « dont le principe sociologique tend à dissoudre la consistance et à réduire la visibilité » (Rosanvallon 1998, 16). En d'autres termes, les enclenchements sans cesse refaits entre la représentation et la nation, entre l'égalité démocratique et son pendant paradoxal inégalitaire. Ou, dans l'acception française – mais qui ne

concerne que d'une manière indirecte les développements de la pensée politique roumaine – les incohérences d'une république démocratique à l'intérieur de laquelle le terme « république » est « un concept surdéterminé, qui sous-entend le jacobinisme et une vision de l'égalité liée à celle du socialisme. Cette traduction particulière de l'institution républicaine [...] n'a jamais admis son corolaire démocratique que du bout des lèvres ou en l'adaptant à ses exigences », ce qui a entraîné une mauvaise « intelligence du couple démocratie/république » (Delsol 2002, 42).

Une cause seconde en serait le télescopage des choix politiques et diplomatiques divers, parfois incompatibles, concernant notamment la mise en forme du régime politique, débattue par les hommes politiques et les intellectuels roumains de l'époque. Il s'agit d'une part de l'idéal d'une république à la française, aidés par une problématique nationale qui pouvait suggérer la nécessité d'une version renforcée du républicanisme, et d'autre part d'une pacification interne par le biais d'une monarchie constitutionnelle rendue possible par un Prince étranger. A l'époque du débat constitutionnel en Roumanie (années 1860), les prises de position pour une monarchie de type constitutionnel commencent à devenir de plus en plus nombreuses, contrairement à l'époque antérieure, quand la problématique républicaine avait dominé, bien que d'une façon quelques fois seulement implicite, les débats politiques.

Dix ans après l'adoption de la première constitution roumaine de 1866, les échos de ce débat sont encore identifiables : « Les républicains français ont été vaincus tant qu'ils ont tenu la question politique et la question sociale ensemble. Du moment où ils ont laissé de côté l'ancien bagage des républicains doctrinaires, qui exigeaient tout à la fois et ne savaient pas modérer l'impétuosité de leurs désirs, se bornant premièrement à ce qui était possible et passant petit à petit à l'obtention de toutes les conséquences du principe républicain, du moment où ils ont laissé de côté la routine républicaine, la victoire a commencé à luire parmi leurs rangs » (Tzony 1876, 59³). Les propos soucieux de définir la démocratie roumaine à travers – toujours – l'exemple français posent la démocratie dans la perspective multipliée d'un processus par étapes, dans la mouvance d'une progression lente mais certaine vers l'acquisition complète des outils démocratiques. Le

³ La traduction nous appartient.

texte soulève aussi, une fois de plus, la problématique toujours renouvelée de la contradiction des deux principes concurrents de la démocratie au XIX^e siècle, politique et sociologique.

La réflexion sur les modèles politiques propose dorénavant une prise en compte des « réalités historiques » et des exigences du moment, qui indiquent la nécessité pragmatique d'optimiser la concentration de la souveraineté et de concilier en quelque sorte les deux principes énoncés. Le choix pragmatique trouve au moins partiellement son explication dans le travail de deuil fait par les anciens révolutionnaires de 1848, convertis en hommes d'État. Les mouvements de 1848 et la période qui les avait précédés avait fourni un vaste terrain d'expérimentation conceptuelle et, pourquoi pas, d'innovation. Les projets échoués – et, surtout, la difficulté que les hommes de 1848 avaient éprouvée quant à la création des institutions et des établissements législatifs cohérents – servent comme déclic à une série de réflexions *a posteriori* qui pensent maintenant aux notions corolaire, comme le citoyen ou la nation, en les mettant dans un rapport problématique avec les environnements démocratiques. On pense, de nouveau, mais en rajoutant des outils complémentaires, qu'un peuple doit être conforme au régime, et non seulement inversement : « Je ne saurais pas dire si les gouvernements despotiques sont meilleurs que les gouvernements démocratiques. Leur qualité est souvent relative. Pour les sociétés qui se trouvent encore dans la barbarie, le despotisme est plus propice, car il les oblige à en sortir ; pour les sociétés qui ont franchi le seuil de la civilisation, la démocratie est plus appropriée, car elle ouvre la voie du développement et les pousse envers elle, tandis que le despotisme les freine ou les laisse avancer très lentement. Mais ce que je sais avec certitude, c'est que le pire ce sont les gouvernements mélangés, qui ne sont ni démocratie, ni despotisme, mais un peu des deux. La société éprouve la douleur des tiraillements, sans pouvoir en trouver pour autant le remède » (Quinezu 1857, 18).

Les cultures politiques

Les libéraux, inspirés par la culture de 1848, sont majoritairement formés dans les universités françaises où italiennes ; les conservateurs, plutôt de

formation allemande, fondent un groupe d'action culturelle et politique, intitulé *Junimea*⁴. Le groupe s'est constitué en 1863, à partir d'un noyau de jeunes de Iași, qui avaient étudié dans les universités de l'Occident, particulièrement dans les universités de Berlin et de Vienne et qui trouvaient que le développement institutionnel de la jeune Roumanie ne tenait pas le pas avec les développements de fond dans les structures politiques réelles. Ils se sont donc proposés de fonder un groupe qui, par l'intermédiaire des actions culturelles, puisse propager les idées nouvelles, de développement graduel, en conformité avec les traditions politiques et institutionnelles autochtones. *Junimea* marque ses débuts en 1863, au moment où cinq jeunes ont décidé de fonder ce groupe et d'organiser des rencontres littéraires périodiques. À partir de 1866, ils ont inauguré une série de conférences qui ont marqué les débuts de la carrière publique de Junimea. Leur revue, *Convorbiri Literare* (*Entretiens littéraires*) sort le 1 mars 1867.

Ces jeunes étaient non seulement éduqués en occident, mais ils faisaient aussi partie – à l'exception du leader incontestable du groupe, Titu Maiorescu – de la haute société moldave. Theodor Rosetti était le beau-frère du prince Alexandru Ioan Cuza ; Petre Carp⁵ et Vasile Pogor provenaient tous les deux des grandes familles des boyards moldaves ; Iacob Negruzzi était le fils de l'écrivain et homme politique Costache Negruzzi, Titu Maiorescu⁶ était le fils d'un professeur de lycée, Ion Maiorescu, qui s'était distingué par sa participation en 1848, comme représentant de la Valachie, au Parlement de Francfort (Hitchins 1996,

⁴ Un excellent livre sur ce mouvement culturel et politique qui a marqué la modernisation de la Roumanie a été publié par Cécile Folschweiler. 2017. *Philosophie et nation : les Roumains entre question nationale et pensée occidentale au XIXe siècle*. Préface par Catherine Durandin. Paris : Honoré Champion.

⁵ Petre Carp, 1837-1919, figure de première importance dans le groupe de Junimea et ensuite dans la politique roumaine conservatrice. Descendant d'une vieille famille de boyards, il a fait ses études à Berlin et ensuite à Bonn, en droit et sciences économiques. Intellectuel de structure et homme politique intelligent et subtil, il a mis sa marque dans l'histoire politique et culturelle roumaine de cette période.

⁶ Titu Maiorescu, 1840-1917, le maître incontestable du groupe, et l'auteur notamment de l'article programmatique du groupe de Junimea, « În contra direcției de azi în cultura română », [« Contre la direction actuelle dans la culture roumaine »], qui a exposé la théorie des formes sans fond dans la culture roumaine.

68-71). Tous ces jeunes vont contribuer à la constitution d'un mouvement au début littéraire, mais qui va vite se développer vers le tableau général de la critique des sciences humaines et, à partir de 1870, vont démarrer un programme politique clair qui se traduira dans l'apparition du Parti conservateur en 1880, principal porteur de la doctrine politique déjà assumé par le groupe et qui va plaider pour les réformes graduelles, dans une vision organiciste et modérée (Hitchins 1996, 68-71), radicalement opposée à la tradition messianique et révolutionnaire de 1848.

La révolution disparaît donc peu à peu du discours politique, et la démocratie parlementaire cherche maintenant de se reconfigurer dans la pensée politique, n'oubliant pas néanmoins l'autre élément de l'ancien triptyque : la nation. Pour les penseurs qui réfléchissent la période post 1848, jusqu'en 1857 et 1859 et ensuite jusqu'en 1866 – l'entrée de Charles I comme prince régnant en Roumanie – un des défis est maintenant d'assurer la définition de la souveraineté, en rapport avec les éléments démocratiques. C'est une question délicate par rapport justement à la problématique nationale, qui progresse certainement dans cette période, en offrant un gain de cause partiel à ces adeptes mais qui reste une composante essentielle du discours démocratique.

Car pour une grande partie des libéraux surtout, l'architecture démocratique doit intégrer d'une manière plus totale – avec un accord aussi des puissances étrangères – l'existence d'un sentiment national ; pour Emanoil Quinezu⁷, un des principaux théoriciens du parti, qui rédige déjà en 1856 un projet de *Mémoire sur les Principautés Danubiennes écrit pour les commissaires européens réunis à Bucarest d'après l'art. 23 du Traité de Paris en 1856*, « la question de notre pays ne manque pas de brochures ni de mémoires. Mais, quelque soient leurs inspirations, il ne semble pas toujours que c'est la nation qui ait parlé. Nulle part, la cause de la nation n'a été plaidée » (Quinezu 1866, 65). Il faut alors déterminer cette nation « trop modeste » de dévoiler ses sensibilités et ses « véritables sentiments, qui ne se laissent pas voir facilement » (Quinezu 1866, 65), comme le montre aussi dix ans plus

⁷ Emanoil Quinezu (1817-1878), avocat et homme politique libéral, un des théoriciens roumains du courant constitutionnaliste.

tard, en 1866, dans une collection d'études politiques rédigées en français. Le sentiment national fait donc partie d'une structure qui permet de mieux contenir les nécessités du moment et de l'époque et de mieux les comprendre et les appliquer : « Cette question renferme deux autres bien distinctes. 1. La question intérieure, qui a pour objet l'État en soi, l'état du point de vue de son existence, l'État comme individu réel et existant. 2. La question extérieure, qui a pour objet l'État pour soi, l'État du point de vue de ses relations avec les autres États, l'État comme personne morale, libre, indépendante ou sujette et obligée. Abordons franchement ces questions tout à tour, traçons-en les véritables propositions, comme elles existent par l'histoire, dissipons les mensonges et les fausses lueurs que l'ambition, l'ignorance ou la malveillance entassèrent sur elles ; posons sans délais les principes, et tirons sans timidité les conséquences qui en découlent » (Quinezu 1866, 65). A l'intérieur de ces remarques de Quinezu, on retrouve deux définitions qui captent le sens de ce que les hommes de 1848 avaient maintes fois appelé « la liberté intérieure » et « la liberté extérieure », deux catégories de liberté qui se partageait des concepts pendant complémentaires, mais non identiques. Car si pour la liberté intérieure, l'égalité était celle qui jouait le rôle déterminant, pour la liberté extérieure l'affirmation de la nation en tant que concept qui lui était profondément attaché restait la principale voix d'intégration dans le discours général démocratique.

Pour les libéraux surtout, l'élément unificateur représenté par le sentiment national marque l'introduction d'un critère supplémentaire de validité de la démocratie. La démocratie ne se définit pas nécessairement *à travers la Nation*, mais *dans la Nation*, ou autrement dit elle ne transite ou elle n'habite pas la Nation avant de s'affirmer en tant que support pour les nouvelles institutions des principautés, mais elle est, au contraire, *talonnée* par le sentiment national dont il faut tenir compte dans la projections des plans conçus pour son bien-être démocratique : « L'instinct ou le sentiment national est pour nous, et malgré qu'il ne raisonne encore et ne crie pas aussi fort qu'il devrait le faire, malgré qu'il ne soit pas représenté aussi convenablement qu'il devrait l'être, mais, pour peu qu'on veuille approfondir la nature des choses, on en a une preuve certaine que l'avenir est à lui ; et malgré que sa voix soit sourde et à peine perceptible, elle est la voix de l'avenir » (Quinezu 1866, 66).

L'important alors est de convertir pour la démocratie les bons côtés du sentiment national, de puiser dans cet « instinct » pour s'y retrouver avec les valeurs universelles de la morale et avec les énergies correspondantes, sans le terrain des agents de la démocratie : « Et lorsqu'on doit avoir recours à toutes les vertus d'une nation, pour y concentrer les éléments nécessaires d'une vie de moralité, de force et de progrès, est-il raisonnable de s'adresser à tous ses vices, à ces éléments qu'une force majeure ramassa pour en faire une *norme* d'immoralité, de faiblesse et de destruction ? » (Quinezu 1866, 67).

Il faut effectivement mobiliser le sentiment national comme critère d'évaluation des bons sentiments démocratiques. Les forces saines de la nation doivent être les seules, ou au moins celles qui font la majorité, dans le processus électoral, expression sublimée et agent concentré de la démocratie : « Le jeu de la machine électorale est tellement ménagé, le milieu dans lequel elle opère est tellement disposé, que les individus qui furent chassés du pays après le départ des Russes, comme des hommes trahissant leurs devoirs sacrés et leur pays, ont plus de chance de représenter dans cette Assemblée du peuple roumain, que l'Europe va consulter sur le sort de leur patrie, ont plus de chances, dis-je, de représenter un peuple qui les déteste, que ceux-là mêmes qui se sont sacrifiés pour lui et que le peuple chérit. Est-ce vraiment consulter un peuple, que de le consulter de la sorte ? » (Quinezu 1857, 68). Le sens de la consultation démocratique passe par le sentiment national ; le bon citoyen est un bon patriote, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'il suffit d'être un bon patriote pour devenir un bon citoyen.

Conclusions

Pour expliquer en partie cette problématique génératrice de tensions et de polémiques, il faut que nous nous tournions de nouveau vers les éléments de l'influence d'un certain modèle politique français, qui agit comme un révélateur, car un des volets de cette problématique débattue dans la seconde moitié du siècle en Roumanie se retrouve dans la référence française de l'époque. Les conséquences de cette influence remontent, pour une partie de la pensée politique roumaine, jusqu'à la

fin du siècle. L'image du Peuple de Michelet, qui domine la pensée révolutionnaire roumaine (sous l'influence française) absorbe une partie importante de l'espace de réflexion concernant le sens de la souveraineté. Les survivances de ce profil dressé en 1848 sont surprenantes dans la pensée politique roumaine, comme on peut le voir dans un article écrit en 1885 par G. Panu, homme politique et journaliste⁸ dans le journal radical *Lupta (Le Combat)* : « Une nouvelle conception concernant l'État, le peuple, a la tendance de dominer la société moderne. Au lieu de la croyance en une société comme rassemblement d'individus, une collection de couches sociales avec leurs intérêts et leurs besoins respectifs, avec une vie à part et des aspirations contraires, aujourd'hui, un État, un peuple est considéré comme un être complexe ayant vie et conscience, possédant un pouvoir énorme d'influencer les individus qui le composent et recevant, réciproquement, leur influence. Tandis que dans le premier cas, la solidarité, la responsabilité mutuelle n'existaient pas ou elles étaient très faibles, dans le second cas, tous les individus sont solidaires les uns avec les autres... Ce principe issu d'une analyse scientifique de la société et du rôle des individus dans la société doit donner de la matière à penser à tout homme politique... » (Panu 1885, 1). En fait, l'extrait que nous venons de citer résume peut-être la question qui pose encore des problèmes dans la pensée politique roumaine de cette période, qui avait commencé depuis déjà les années trente, suivant plus ou moins consciemment le modèle français, à superposer « abstraction politique et flou sociologique » (Ronsavallon 1998, 40), en créant finalement une tension difficilement maîtrisable entre le récit et les circonstances de l'ordre politique, en opposant toujours « une incertitude sociologique et une perplexité philosophique » (Ronsavallon 1998, 40). Cette tension, la modernité démocratique occidentale va la résoudre temporairement par une sorte de paix avec elle-même, où la vision politique sur la nation civique – définie à la fin du siècle par Ernest Renan, par exemple – joue un rôle de catalyseur. L'idée démocratique commençait, après un long et parfois douloureux travail sur elle-même, de légitimer et nourrir « l'amour que

⁸ G. Panu, 1848-1910, juriste, mémorialiste, journaliste et homme politique, faisant partie pendant ses études de la Société Junimea. La traduction des citations nous appartient.

chaque peuple éprouve naturellement pour lui-même » (Manent 2008, 18). Comment combler ces interrogations concernant l'entente du principe de la souveraineté du peuple avec son expression technique ? Ce travail nécessite la tranquillité. Mais comme Ion Heliade-Rădulescu⁹ un des intellectuels roumains de 1848 l'observait déjà¹⁰, c'est justement cette tranquillité qui fait défaut à la démocratie romaine naissante. Les questions de départ sont plus ou moins les mêmes ; ce qui sépare les deux grandes directions dans lesquelles se développe la pensée politique roumaine post 1848, ce sont les méthodes et les réponses. Les hésitations de la démocratie parlementaire roumaine trouvent une explication possible dans une tension toujours renouvelée entre le démocratisme national et le démocratisme radical qui avance l'image d'un régime politique dont les rapports à la nation civique sont sensiblement écartés. Finalement, même si cette génération agit en vertu d'une philosophie de la rupture, cette polémique reprend, dans ces données essentielles, le débat de 1848 sur la révolution nationale et la révolution politique¹¹.

RÉFÉRENCES

Alexandrescu, Raluca. 2019. « Agents Politiques et Discursifs de La Modernité Roumaine. Origines, Hésitations, Malentendus ». *Studia Politica. Romanian Political Science Review*. 19 (3&4) : 395-410.

⁹ Ion Heliade Rădulescu (1802-1872). Écrivain, homme de lettres, publiciste, poète et prosateur, est un des premiers promoteurs de la production littéraire roumaine originale. Il est le fondateur, en 1829, de la revue *Curierul românesc* (*Le Courrier roumain*) et il se trouve parmi les quelques intellectuels qui font introduire dans l'espace littéraire roumain les premiers éléments d'esthétique romantique. Il est aussi membre du mouvement révolutionnaire de 1848, mais ses actions et ses prises de position pendant ce mouvement ont été vivement critiquées et contestées par d'autres acteurs importants du mouvement.

¹⁰ Heliade-Rădulescu publiait en 1840 dans la revue *Curierul Românesc* (*Le Courrier Roumain*) no. 34, 35, 36, 37, du 20 et 29 avril un article où il observait que ce qui manque en premier lieu à l'enseignement, ce sont « la paix et le repos ».

¹¹ Ion Ghica (1816-1897), écrivain et homme politique roumain, adepte de l'élaboration d'un discours propre à la science politique, écrit dans une *Lettre au général Josef Wysocki, du 1^{er} janvier 1850* que « le sentiment national a divisé les peuples et compromis le bonheur et la tranquillité de l'Europe pour longtemps ». (Ghica 1985, 252).

- Alexandrescu, Raluca. 2015. *Difficiles modernités. Rythmes et régimes conceptuels de la démocratie dans la pensée politique roumaine au XIX^e siècle*, Bucarest : Editura Universității din București
- Delsol, Chantal. 2002. *La république, une question française*. Paris : PUF.
- Espagne, Michel. 2013. "Comparison and Transfer: a Question of Method", en Mathias Middell, Lluís Roura (eds.). *Transational Challenges to National History Writing*. 33-53. London : Pallgrave Macmillan.
- Ezrahi, Yaron. 2015. *Imagined democracies. Necessary political fictions*, New York : Cambridge University Press.
- Folschweiler, Cécile. 2017. *Philosophie et nation : les Roumains entre question nationale et pensée occidentale au XIX^e siècle*, préface par Catherine Durandin. Paris : Honoré Champion.
- Ghica, Ion. 1985. *Œuvres*, édition établie par Ion Roman. IV. Bucarest: Minerva.
- Heliade-Rădulescu, Ion. 1840. *Curierul Românesc (Le Courrier Roumain)*. 34, 35, 36, 37. 29 avril.
- Hitchins, Keith. 1996. *România, 1866-1947*. Bucarest : Humanitas.
- Hitchins, Keith. 2014. *A Concise History of Romania*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Kitromilides, Paschalis. 2013. *Enlightenment and Revolution: the Making of Modern Greece*. Cambridge Mass. : Harvard University Press.
- Koselleck, Reinhart. 2000. *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Kunisch Richard. 2014. *București și Stambul. Schițe din Ungaria, România și Turcia*, trad. de l'allemand, préf. et notes par Viorica Nișcov. Bucarest : Humanitas.
- Manent, Pierre. 2008. *La raison des nations*. Paris : Gallimard.
- Nalèche Louis de. 1856. *La Moldo-Valachie*. Paris : Imprimerie Nalder.
- Panu, G. 1885. *Lupta*. 28 juin 1885, II, 71.
- Quinezu, Emanoil. 1857. *Constituțiunea României, reintegrată sau Skitză pentru o constituțiune în România*, Bruxelles.
- Quinezu, Emanoil. 1866. *Studii politice asupra României (Etudes politiques sur la Roumanie)*.
- Rosa, Hartmut. 2010. *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduit de l'allemand par Didier Renault. Paris : La Découverte.
- Rosa, Hartmut. 2018. *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, traduit de l'allemand par Sacha Zilberfarbavec la collaboration de Sarah Raquillet. Paris : La Découverte.
- Rosa, Hartmut. 2020. *Rendre le monde indisponible*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. Paris : La Découverte .
- Rosanvallon, Pierre. 1998. *Le peuple introuvable, Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*. Paris : Gallimard.
- Rosanvallon, Pierre. 2004. *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 jusqu'à nos jours*. Paris : Seuil.
- Runciman, David. 2015. *The Confidence trap, A History of Democracy in Crisis from World War I to the Present*. New Jersey :Princeton University Press.
- Sagnac, Ph. 1899. *Pompiliu Eliade, De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Les origines. Étude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes phanariotes. Revue d'histoire moderne et contemporaine*. 1 (5): 512-516. www.persee.fr/doc/rhmc_0996-2743_1899_num_1_5_4148_t1_0512_0000_2

- Snyder, Timothy. 2018. *The Road to Unfreedom. Russia. Europe. America*. New York : Tim Dugan Books.
- Todorova, Maria. 2018. *Scaling the Balkans: Essays on Eastern European Entanglements*. London : Brill.
- Trencsény, Balász, Maciej Janowski, Mónika Baár, Maria Falina, Michal Kopeček, *History of Modern Political Thought in East Central Europe*. 2016. vol. I, *Negotiating Modernity in the „Long Nineteenth Century”*. New York : Oxford University Press.”
- Tzony, Miltiade. 1876. *Ținta democrației române, (Le but de la démocratie roumaine)*. Iași : Tipo-Litografia H. Goldner.
- Urbinati, Nadia. 2014. *Democracy Disfigured. Opinion, Truth and the People*. Cambridge, Mass., London : Harvard University Press.